



## **Les premiers ministres collaborent pour assurer la réussite économique du Canada**

**HALIFAX, 23 novembre 2012** – Les premiers ministres provinciaux et territoriaux se sont réunis aujourd’hui à Halifax pour discuter de l’économie mondiale, démontrant ainsi leur leadership pour s’assurer que la position du Canada demeure solide dans un contexte économique mondial incertain et hautement concurrentiel.

« Les Canadiens demeurent préoccupés par l’économie. À l’heure actuelle, la zone euro entre dans sa deuxième récession depuis 2009, les États-Unis font face à des défis considérables au plan fiscal et le gouvernement du Canada a reconnu que ses finances ne sont pas aussi solides que prévu. Il est essentiel que les premiers ministres fassent un tour d’horizon des réalités de l’économie mondiale dans son ensemble et discutent des défis et des opportunités que cela crée pour les provinces et les territoires », a déclaré le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Darrell Dexter, président du Conseil de la fédération.

Au cours de cette rencontre, Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, et Tyler Cowen, professeur d’économie à l’Université George Mason de Washington, ont livré des présentations aux premiers ministres. Les premiers ministres ont salué la décision du gouvernement du Canada d’élargir les possibilités commerciales pour le Canada et ont discuté de leur dernière mission commerciale en Chine.

Cette rencontre a confirmé que la solidité des principaux indicateurs économiques du Canada et sa stabilité politique et économique en font une destination de choix pour les investisseurs.

Les provinces et les territoires continuent d’agir afin que le Canada soit en mesure de bien protéger et de consolider sa position économique, reconnaissant qu’une main-d’œuvre dynamique et compétente lui est indispensable pour ce faire. Les premiers ministres se sont entendus sur des éléments permettant la croissance continue de l’emploi et la prospérité future :

- Mettre l’accent sur l’amélioration des compétences afin que tous les Canadiens, y compris les peuples autochtones, disposent des compétences dont ils ont besoin pour soutenir la concurrence dans l’économie de demain, ce qui comprend un financement à long terme, prévisible et flexible pour la formation ainsi que pour la mise à niveau et la réorientation professionnelles. Les gouvernements provinciaux et territoriaux, ayant compétence en matière de formation et de main-d’œuvre, sont les mieux placés pour concevoir et offrir les services d’emploi actifs et les programmes qui répondront aux besoins de leurs citoyens. Les Ententes sur le marché du travail (EMT), arriveront à échéance en 2014. Pour cette raison, il est urgent que le gouvernement fédéral confirme le renouvellement du financement accordé à ces initiatives.
- S’assurer que l’immigration, un domaine de compétence partagée, répond aux besoins croissants de l’économie canadienne. Les provinces et les territoires sont les mieux placés pour évaluer les besoins du marché du travail et pour assurer la prestation des programmes d’immigration et des services d’établissement.
- Accroître les possibilités d’apprentissage et l’éducation postsecondaire afin que les Canadiens disposent des compétences, de l’éducation et de la formation dont ils ont besoin pour occuper les emplois où la demande est la plus élevée.

- Préserver la réputation du Canada comme destination de choix pour les investissements en maintenant une approche prudente et responsable dans la gestion des finances publiques de tous les gouvernements.
- Accroître et diversifier le commerce du Canada en profitant de nouvelles opportunités et en collaborant, entre gouvernements, pour arriver à conclure des accords commerciaux stratégiques qui sont dans le meilleur intérêt de tous les Canadiens. Les premiers ministres ont discuté des résultats de leur récente mission commerciale en Chine et ont souligné l'importance d'une telle approche collective pour l'expansion des marchés internationaux.
- Accroître les investissements étrangers en instaurant des critères d'investissements modernes, clairs et transparents qui permettent une prise de décision rapide et tiennent compte des priorités régionales.
- Travailler en étroite collaboration avec les entreprises, les organismes non gouvernementaux, les universitaires et le milieu du travail afin que tous les secteurs maximisent leurs investissements dans l'innovation, améliorent leur productivité et favorisent une culture de l'entrepreneuriat plus dynamique au Canada, notamment par des efforts pour sensibiliser les jeunes Canadiens aux avantages et possibilités de l'entrepreneuriat.
- Continuer à investir de manière stratégique dans les infrastructures qui favorisent la croissance économique. Les premiers ministres conviennent que les programmes d'infrastructures doivent fonctionner suivant une formule fondée sur un montant de base « plus montant par habitant » qui permettra des investissements plus stratégiques par tous les gouvernements.

Les premiers ministres attendent avec intérêt la conclusion des négociations de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne, et sont sensibles aux enjeux qui relèvent de leurs compétences. Les provinces et les territoires s'attendent à continuer de participer aux négociations internationales, selon le nouveau standard établi dans le cadre des négociations de l'AECG. Tout comme pour l'AECG, les premiers ministres doivent aussi participer activement aux négociations du Partenariat Trans-Pacifique et aux autres négociations de même nature.

Pour assurer la prospérité dans l'avenir, une collaboration significative de tous les gouvernements est essentielle sur les questions liées à l'économie. En cette période d'incertitudes économiques, les premiers ministres provinciaux et territoriaux considèrent qu'une solide participation des provinces et des territoires dans les décisions qui ont un impact sur l'économie est plus que jamais nécessaire.

Conscients que les économies provinciales et territoriales constituent les moteurs de l'économie canadienne, les premiers ministres entendent faire des moyens dont disposent les établissements d'enseignement pour outiller nos citoyens afin qu'ils participent à notre économie changeante le thème central de leur prochaine rencontre.

- 30 -

**Renseignements :**

**Jennifer Stewart**

Attachée de presse

Bureau du Conseil exécutif

Gouvernement de la Nouvelle-Écosse

902 424-0007

Cellulaire : 902 497-7198

[stewarjl@gov.ns.ca](mailto:stewarjl@gov.ns.ca)